

*L'économiste Michel Husson souligne les faiblesses des travaux affirmant l'efficacité de la baisse du coût du travail. Il suggère un usage alternatif de la dépense publique.*

Vous contestez les études régulièrement versées dans le débat public, tendant à prouver l'existence d'un lien entre baisse du coût du travail et emploi. Pourquoi ?

Michel Husson Quand un pays voit ses prix augmenter plus vite que ses concurrents, il perd des parts de marché : cela, on peut le repérer, il n'y a pas débat sur la réalité de cet effet-là. En revanche, l'effet « coût du travail » sur l'emploi, cela fait vingt ans qu'on essaie, en vain, de l'établir. On veut faire apparaître de force un effet parce que la théorie néoclassique dit que, concrètement, si le coût du travail augmente, on va accélérer la mécanisation en utilisant plus de machines. Et si on baisse le coût du travail, on va remplacer des machines par de la force de travail. Or, cela ne correspond pas à la pratique des entreprises : si une entreprise est robotisée, et que le coût du travail devient moins cher, on ne va pas supprimer des robots pour réembaucher des gens à leur place !

Si une entreprise arrive à baisser son coût du travail, elle peut grignoter des parts de marché à ses voisines, et donc augmenter l'emploi. Le problème, c'est qu'on prend des études dites de panel, où l'on regarde entreprise par entreprise, secteur par secteur, et on les étend à l'ensemble de l'économie. Or, si des entreprises baissent leurs prix en baissant les salaires, elles vont gagner par rapport à leurs concurrents, et donc les concurrents vont perdre... Dans un modèle macroéconomique, on prendrait aussi en compte l'effet négatif du côté de la demande : la consommation des salariés va baisser, cela va potentiellement détruire les emplois ou ralentir leur création. Il y a un autre effet en retour : les allègements de cotisations sociales entraînent des dépenses publiques supplémentaires. Là non plus, on ne mesure pas les effets.

Vous mentionnez la question du coût des emplois qui seraient créés ou sauvegardés par ces exonérations...

Michel Husson Dans beaucoup d'études, le coût est en effet très élevé. J'observe également que le président du Medef promet la création d'un million d'emplois pour cent milliards d'euros d'allègements sociaux et fiscaux : ça fait cher de l'emploi. De son côté, l'Institut Montaigne évalue à 26 milliards le coût d'un million d'emplois dans la fonction publique. Voilà une piste pour un usage alternatif de la dépense publique : pour la même somme, on peut créer quatre fois plus d'emplois publics que ce que promet le Medef, et ce serait plus contrôlable...